

# Manque de profs, classes surchargées...

## La confusion règne pour la rentrée selon les syndicats

À la veille de la rentrée scolaire, les syndicats alertent sur les conditions de la rentrée. Le manque d'enseignants et le recours à des contractuels formés sommairement risquent de dégrader la qualité d'apprentissage selon eux.

La rentrée n'a pas encore eu lieu, mais les syndicats alertent déjà sur « **une situation de grande confusion** », selon les mots de Laurent Baussier, secrétaire départemental du Syndicat national Force ouvrière lycées collèges de l'Eure (SNFOLC27). Premier motif d'inquiétude : les effectifs par classe. « **Cette rentrée sera plus chargée que les années précédentes** », prévient Cécile Chandavoine, co-secrétaire départementale de la FSU 27 pour le second degré.

Pour les collèges, la professeure regrette la politique de la directrice d'académie qui a fait passer de 29 à 30 le seuil maximal d'élèves par classe. Un changement qui peut paraître anodin, mais dont les conséquences peuvent être importantes sur la qualité d'apprentissage, avance-t-elle. Dans des salles disposant de trente places assises, la syndicaliste s'interroge notamment sur les solutions qui seront possibles pour les familles qui viendront s'installer en cours d'année.

### Moins de classes et moins d'élèves

Du côté des professeurs, la carte scolaire dévoilée en février a acté la suppression de cinq postes dans le premier degré. Une décision que Françoise Moncada, directrice académique des services de l'Éducation nationale (Dasen) dans l'Eure, justifiait alors en la mettant en parallèle avec la baisse démographique et la perte de 1 386 élèves dans le département. Un argument que les syndicats entendent. « **C'est plus compliqué sur le terrain** », nuance Mathilde Marnière, co-secrétaire départementale de la FSU 27 pour le premier degré.

Les syndicats rappellent qu'entre les congés maternité et les arrêts liés à la crise Covid, l'année passée a été particulièrement difficile et les remplaçants ont été grandement mis à contribution. Sur ce point-là, ils semblent avoir été écoutés par la Dasen, qui avait annoncé la création de neuf postes de remplaçants supplémentaires dans les écoles. Une ressource insuffisante pour faire face aux imprévus, selon Mathilde Marnière.

## Un métier dévalorisé

Le manque d'attractivité du métier d'enseignant est un autre point central pour les syndicats. « **Aujourd'hui, le salaire d'un jeune titulaire qui a un BAC + 5 est de 1,13 SMIC**, relèvent Cécile Chandavoine et Mathilde Marnière. **Il y a trente ans, c'était deux SMIC.** » Elles pointent également la trop lente augmentation et le fait qu'une grande partie des professeurs n'atteignent pas les 2 000 € nets par mois avant 15 à 18 ans de carrière. Malgré l'augmentation significative annoncée par le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye (*lire ci-dessous*), les enseignantes restent dubitatives.

Le ministre a rappelé que 4 000 postes n'étaient pas pourvus cette année à l'issue des concours enseignants. Un constat qui n'étonne pas Cécile Chandavoine, les concours ne faisant plus le plein : « **Avec un master en mathématiques par exemple, il y a des offres plus rémunératrices dans le privé que dans le public. On dit souvent que professeur est un métier de vocation, mais ce n'est pas la seule motivation** », lance-t-elle.

## Recruter sur listes complémentaires

Pour faire face, l'Éducation nationale a misé sur le recrutement de contractuels en urgence. Si ces derniers sont présents depuis toujours dans le second degré, représentant environ 7 % des enseignants, leur généralisation dans le premier degré pour toutes les académies est une nouveauté. « **Dès jeudi, des gens qui n'auront eu que quatre jours de formation en distanciel vont se retrouver seuls face à une classe** », résume Mathilde Marnière.

Si l'académie de l'Eure a été chercher neuf noms sur les listes complémentaires de professeurs n'ayant pas été reçus au concours, le compte n'y est toujours pas selon FO, qui demande à recruter l'ensemble de cette liste. « **C'est une mesure de bon sens : il ne faut pas chipoter sur ces listes et affecter dès le début d'année ces professeurs** », martèle Laurent Baussier, se désolant de la « **vision à court terme des ministres et recteurs** ». Et de conclure : « **On attaque la rentrée en sachant déjà qu'il n'y aura pas de professeurs.** »



Mathilde Marnière et Cécile Chandavoine. Cyrill Roy